

ÉDITO

Par Harout Mardirossian

Un drapeau brûlé et un renoncement

France LE LIEN PRÉCIEUX ENTRE TOUS LES ARMÉNIENS
Arménie

Mensuel

Créé en avril 1982

FONDATEURS:

Mihran Amtblan
Kévork Képénékian
Jules Mardirossian
Vahé Muradian

EDITION FRANCE ARMÉNIE:

17 Place de la Ferrandière
69003 – Lyon
Tél: 04 72 33 24 77

Courriel: contact@france-armenie.fr
Site web: www.france-armenie.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION:

Harout Mardirossian

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE:

Véronique Sanchez-Chakérian

COLLABORATEURS de ce NUMÉRO:

Melkon Ajamian
Zmrouthe Abozian
Arménag Bédrossian
Jean-Jacques Karagueuzian
Nairi Khentemourian
Jean Kieusseian
Almasd Leloire Kérakcian
Marthe Mallet
Varoujan Mardikian
Harout Mardirossian
Anthony Mkrtchyan
Serge Obozian
Norbert Saradjian
Marie Soghomonian
Raffi Soghomonian
Taline Ter Minassian
Hélène Terzian
Marie-Anne Thil
Varenag Vartanian
Tigrane Yégavian
Dikran Zékian

INFOGRAPHIE:

France Arménie

CONCEPTION GRAPHIQUE:

Christine Kirkorian

ADMINISTRATION et ABONNEMENTS

Liza Bardakjian : 04 72 33 24 77

PUBLICITÉS

04 72 33 24 77

IMPRIMERIE:

CHIRAT – Saint Just-la-Pendue
Commission Paritaire des Publications et
Agences de presse
N° CPPAP 0328 G 87300

Reproduction interdite de tout article, photo ou document sans l'accord de l'administration du journal. La rédaction n'est pas responsable des documents qui lui sont adressés spontanément.

En ce mois d'avril à Erevan, une polémique naît : lors de la cérémonie d'ouverture des championnats d'Europe d'haltérophilie qui s'y déroulent, un homme s'empare du drapeau azerbaïdjanais pour le brûler provoquant l'ire de l'Azerbaïdjan mais aussi du pouvoir arménien. Ce qui devrait choquer ce n'est pas tant un drapeau brûlé, mais les 33 prisonniers de guerre arméniens encore détenus en Azerbaïdjan, les 4 000 soldats arméniens morts durant la guerre des 44 jours, Anoush Apetyan et les sévices subis par les soldates arméniennes, les 120 000 Arméniens d'Artsakh qui vivent dans une prison à ciel ouvert et aussi les 6 morts de Togh, abattus pour avoir voulu défendre le territoire souverain de l'Arménie plutôt que de reculer. Oui, il y a bien matière à considérer que la présence de la dictature azerbaïdjanaise n'est pas la bienvenue dans la démocratie arménienne, y compris pour une manifestation sportive.

En ce mois d'avril, il faudrait maintenant, plus de 30 ans après la volonté exprimée par le peuple d'Artsakh et d'Arménie par référendum et qui ne s'est jamais démentie depuis, que nous acceptions que l'Artsakh fasse partie d'une dictature azerbaïdjanaise pour lui permettre de demander dans un futur hypothétique qu'elle exerce son droit à l'autodétermination. C'est l'interprétation très personnelle des accords de Madrid, ou plutôt, l'excuse «bidon» trouvée par le Premier ministre arménien pour justifier devant l'Assemblée nationale ce renoncement impardonnable, une trahison sur le fond.

Lui le justifie, avec l'appui des puissances occidentales dont la France, par un "agenda de paix" avec l'Azerbaïdjan et la préservation des 29 800 km² de la République d'Arménie. Face à lui, il n'y a aucun signe de paix. Il n'y a de la part d'Aliiev que menaces et atteintes au territoire même de l'Arménie. Car ne nous y trompons pas, si l'Arménie lâche l'Artsakh, elle lâchera le Siounik, elle lâchera ensuite le lac Sevan et les réserves minières et agricoles de ces régions pour laisser le drapeau azerbaïdjanais flotter aux portes d'Erevan. L'Artsakh, c'est le

bouclier de l'Arménie.

En ce mois d'avril, qui rappelle à chacun d'entre nous des souvenirs douloureux de sa propre histoire familiale, il apparaît indécent dans la bouche d'un dirigeant de la République d'Arménie, de nous demander "d'arrêter de regarder l'Ararat pour nous tourner vers l'Arakadz". Ce serait ramener la Cause arménienne à une question mémorielle, purement historique, alors qu'il s'agit d'une question existentielle, universaliste, celle de la vie ou de la survie d'un peuple sur son territoire. Laurent Wauquiez, lui, l'a bien compris face aux étudiants de l'UFAR, à Tatev, Goris, ou Kapan dans le Siounik, ou devant le corridor de Latchine, et il mérite notre reconnaissance pour cela.

Alors on nous dit : "Vous n'habitez pas sur place. Vous n'avez pas le droit de critiquer la volonté des Arméniens d'Arménie qui se sont exprimés démocratiquement". Mais a-t-on consulté par référendum le peuple arménien sur cette question de l'Artsakh ? Pas du tout ! Est-ce que le programme pour les élections de Nikol Pachinian en 2018 ou 2021 prévoyait ce renoncement ? Pas du tout ! et de l'aveu même du Premier ministre qui maintenant le regrette. En quoi la Diaspora qui s'investit physiquement, culturellement, financièrement, en Arménie, qui a gardé vivants durant 70 ans, l'espoir et l'idée d'un Etat libre, indépendant et réuni dont jouissent aujourd'hui les habitants de l'Arménie, serait-elle moins légitime à exprimer son avis qui est d'ailleurs à l'unisson du peuple d'Artsakh.

N'est-il pas temps au contraire d'unir l'Artsakh, l'Arménie et la Diaspora autour de ses valeurs nationales et donc de la Cause arménienne ? Devons-nous accepter de baisser la tête et de nous soumettre aux diktats de la force panturque ? Ne devrions-nous pas contribuer à construire ensemble un Etat démocratique fort et respecté, une économie durable et socialement responsable. Si le gouvernement arménien ne s'en sent pas capable, qu'il laisse alors démocratiquement la place. ■